

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 4511

[2004/203346]

9 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions sous-régionales de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le Décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 123*bis*;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9/4/2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 2004;

Vu le protocole du 29 avril 2004 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 37.087/2 donné le 28 mai 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. En vue de remplir les missions visées à l'article 123*bis*, § 3, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les commissions sous-régionales sont habilitées à :

1^o organiser la coordination et la consultation entre leurs membres;

2^o organiser le dialogue avec les milieux sociaux, économiques et culturels chacune dans la zone qui lui est dévolue;

3^o obtenir tout renseignement utile à l'élaboration d'un inventaire commun et actualisé de l'offre d'enseignement présente dans leur zone.

Art. 2. La gestion d'une commission sous-régionale est assurée par un(e) président(e), un(e) vice-président(e) et un(e) secrétaire. Ces mandats, d'une durée de quatre ans, sont renouvelables une fois. Sauf impossibilité, ces mandats sont confiés à des membres du personnel issus de réseaux ou de fédérations représentatives de pouvoirs organisateurs différents.

Les président(e) et vice-président(e) sont élus, parmi les membres représentant les établissements, à la majorité simple des membres de la commission sous-régionale présents, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

Chaque commission sous-régionale désigne en son sein sa ou son secrétaire.

Les mandats des membres représentant les organisations syndicales reconnues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités sont d'une durée de quatre ans, renouvelables.

Les membres représentant les établissements sont désignés conformément à l'article 123*bis*, § 4, alinéa 4, du décret du 16 avril 1991 précité.

Tout membre d'une Commission sous-régionale qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé cesse d'en faire partie et est remplacé au plus tard pour la prochaine réunion obligatoire visée à l'article 3, alinéa 2.

En cas de décès, de démission ou de retrait de son mandat par l'organisme représenté, le membre d'une commission sous-régionale est remplacé au plus tard pour la prochaine réunion obligatoire visée à l'article 3, alinéa 2.

A la demande d'un tiers des membres présents, le (la) président(e) invite toute personne dont l'avis est jugé utile pour l'examen d'un point inscrit à l'ordre du jour. Cette personne a voix consultative.

Art. 3. Le (la) président(e) convoque les membres de la commission sous-régionale et fixe l'ordre du jour de la séance. Celui-ci est joint à la convocation. La convocation doit être expédiée au moins huit jours ouvrables avant la réunion.

Le nombre minimal de réunions est fixé à quatre par année scolaire. Le calendrier de ces quatre réunions obligatoires est fixé par la commission sous-régionale et communiqué par le (la) président(e) à chaque membre, au secrétariat permanent du conseil supérieur et à l'administration de l'enseignement de promotion sociale dans les cinq jours qui suivent la date de la réunion au cours de laquelle ledit calendrier a été fixé.

Le (la) vice-président(e) seconde le (la) président(e) et le (la) remplace en cas d'absence ou d'empêchement. En cas d'absence ou d'empêchement des président(e) et vice-président(e), la présidence est assurée par le plus âgé des membres représentant les établissements.

Chaque membre de la commission sous-régionale peut faire inscrire des points à l'ordre du jour par requête adressée au président, cinq jours avant une séance. Ces points ne pourront toutefois être examinés qu'avec l'accord de la majorité simple, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix, des membres présents en séance.

Art. 4. Le procès-verbal de chaque séance, établi par le (la) secrétaire et signé par le (la) président(e), mentionne les noms des membres présents et absents.

Le procès-verbal des réunions est communiqué à chaque membre, au secrétariat permanent du conseil supérieur et à l'administration de l'enseignement de promotion sociale dans les quinze jours qui suivent la date de la réunion.

Art. 5. La première séance de chaque commission sous-régionale a lieu au siège de l'administration de l'enseignement de promotion sociale, sous la présidence du président du conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale.

Chaque commission sous-régionale fait le choix de son siège au cours de cette première réunion.

Art. 6. Chaque commission sous-régionale établit un règlement d'ordre intérieur et le transmet à l'administration de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 7. § 1^{er}. Les crédits nécessaires au fonctionnement des commissions sous-régionales sont inscrits chaque année au budget du Ministère de la Communauté française.

§ 2. Les membres des commissions sous-régionales ont droit au remboursement de leurs frais de parcours, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Toutes les personnes visées à l'alinéa 1^{er} sont assimilées aux fonctionnaires de rang 12.

Art. 8. Quand ils participent aux réunions de la commission sous-régionale, les membres sont réputés en activité de service.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 janvier 1998 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions zonales d'avis et de coordination de l'enseignement de promotion sociale est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Art. 11. Le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale
et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4511

[2004/203346]

9 JULI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van subregionale commissies voor het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 123bis;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 april 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 april 2004;

Gelet op het protocol van 29 april 2004 van het Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gezamenlijke vergadering;

Gelet op het advies van de Raad van State 37.087/2, gegeven op 28 mei 2004, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Om de opdrachten bedoeld in artikel 123bis, § 3 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie te vervullen, zijn de subregionale commissies gerechtigd om :

1^o de coördinatie en de raadpleging tussen hun leden te organiseren;

2^o de dialoog tussen de sociale, economische en culturele kringen te organiseren, elk in de zone die haar wordt toegewezen;

3^o elke informatie te verkrijgen die nuttig is voor de opmaak van een gezamenlijke en bijgewerkte inventaris van het onderwijsaanbod in hun zone.

Art. 2. Het beheer van een subregionale commissie wordt waargenomen door een voorzitter(ster), een ondervoorzitter(ster) en een secretaris(resse). De mandaten die vier jaar duren, zijn één keer hernieuwbaar. Behalve als dit onmogelijk is, worden deze mandaten toegekend aan de personeelsleden uit netten of federaties die verschillende inrichtende machten vertegenwoordigen.

De voorzitter(ster) en ondervoorzitter(ster) worden verkozen onder de leden die de inrichtingen vertegenwoordigen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden van de subregionale commissie, waarbij de onthoudingen niet in aanmerking komen voor de aftelling van de stemmen.

Elke subregionale commissie stelt haar secretaris(resse) uit haar leden aan.

De mandaten van de leden die de vakorganisaties vertegenwoordigen die erkend worden door de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, duren vier jaar en zijn hernieuwbaar.

De leden die de inrichtingen vertegenwoordigen, worden aangesteld overeenkomstig artikel 123bis, § 4, vierde lid, van het voornoemde decreet van 16 april 1991.

Elk lid van een subregionale commissie die de hoedanigheid verliest waarvoor hij benoemd werd, houdt op lid te zijn en wordt vervangen uiterlijk voor de volgende verplichte vergadering bedoeld in artikel 3, tweede lid.

Bij overlijden, ontslag of intrekking van zijn mandaat door de vertegenwoordigde instelling, wordt het lid van een subregionale commissie vervangen uiterlijk voor de volgende verplichte vergadering bedoeld in artikel 3, tweede lid.

Op verzoek van één derde van de aanwezige leden nodigt de voorzitter(ster) elke persoon uit van wie het advies nuttig wordt geacht voor het onderzoek van een punt dat op de agenda staat. Deze persoon heeft raadgevende stem.

Art. 3. De voorzitter(ster) nodigt de leden van de subregionale commissie uit en stelt de agenda van de vergadering vast. Deze wordt bij de oproepingsbrief gevoegd. De oproepingsbrief moet binnen de acht werkdagen vóór de vergadering worden verstuurd.

Het minimaal aantal vergaderingen wordt vastgesteld op vier per schooljaar. De kalender van deze vier verplichte vergaderingen wordt vastgesteld door de subregionale commissie en wordt meegedeeld door de voorzitter(ster) aan elk lid, aan de vast secretaris van de hoge raad en aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie binnen de vijf dagen volgend op de vergadering tijdens dewelke voornoemde kalender werd vastgesteld.

De ondervoorzitter(ster) staat de voorzitter(ster) bij en vervangt hem (haar) ingeval van afwezigheid of verhindering. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter(ster) en ondervoorzitter(ster) wordt het voorzitterschap waargenomen door de oudste van de leden die de inrichtingen vertegenwoordigen.

Elk lid van de subregionale commissie kan punten op de agenda laten plaatsen door een verzoek vijf dagen vóór een vergadering te richten aan de voorzitter. Deze punten zullen nochtans slechts onderzocht kunnen worden bij gewone meerderheid van de leden die aanwezig zijn tijdens de vergadering; de onthoudingen komen niet in aanmerking voor de aftelling van de stemmen.

Art. 4. De notulen van elke vergadering, opgesteld door de secretaris(resse) en ondertekend door de voorzitter(ster), vermelden de namen van de aanwezige en afwezige leden.

De notulen van de vergaderingen worden aan elk lid, aan het vast secretariaat van de hoge raad en aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie verstuurd binnen de vijftien dagen volgend op de datum van de vergadering.

Art. 5. De eerste vergadering van elke subregionale commissie vindt plaats ten zetel van het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie, onder het voorzitterschap van de voorzitter van de hoge raad voor het onderwijs voor sociale promotie.

Elke subregionale commissie kiest haar zetel tijdens deze eerste vergadering.

Art. 6. Elke subregionale commissie stelt een huishoudelijk reglement vast en stuurt het aan het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 7. § 1. De kredieten die nodig zijn voor de werking van de subregionale commissies, worden elk jaar op de begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap ingeschreven.

§ 2. De leden van de subregionale commissies hebben recht op een terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Al de personen bedoeld in het eerste lid worden gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12.

Art. 8. Wanneer de leden aan de vergaderingen van de subregionale commissie deelnemen, worden ze geacht in dienstactiviteit te zijn.

Art. 9. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 januari 1998 tot bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de zonale advies- en coördinatiecommissies van het onderwijs voor sociale promotie wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2004.

Art. 11. De Minister tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. Fr. DUPUIS